

Forum Internet Inter-Réseaux-CTA

« Commerce des produits agricoles dans les pays Afrique, Caraïbes, Pacifique, et son rôle dans la dynamisation des économies locales »

Déroulement du forum Internet

Le forum s'est déroulé d'avril 2003 à juillet 2003. Trente quatre contributions et documents ont été publiés. Nous remercions tous les contributeurs.

Par Guy Petitpierre

Éléments pour alimenter les débats

Des informations ont été fournies sous forme de fiches de présentation pour alimenter les débats. Deux grands points ont été abordés :

- les moyens pour améliorer la commercialisation des produits agricoles ;
- la valorisation des exportations de produits agricoles.

Résumé des fiches pour alimenter les débats

1) Trouver les moyens de sortir de l'impasse

● Les agricultures paysannes des pays ACP sont condamnées à la pauvreté

Les agricultures paysannes d'Afrique ne sont plus compétitives sur leur propre marché national (F1) du fait, entre autres, de leur faible productivité (F2), et de la concurrence déloyale des importations d'excédents, à des prix subventionnés par les pays développés (F3).

Les prix agricoles trop bas ne permettent pas aux paysans de survivre, avec comme conséquence l'appauvrissement de centaines de millions de paysans, l'exode et le gonflement des bidonvilles (F4).

● Les agricultures des pays développés sont subventionnées

Le protectionnisme vert (subventions agricoles européennes et américaines) est dénoncé (F5).

La politique agricole européenne (PAC), fondée dans les années 1960 sur un système de soutien des prix (sur le marché intérieur et à l'exportation), se traduit par des excédents à partir de 1970. Ces excédents ont conduit à une réforme de la PAC en 1992, puis en 1999, pour diminuer ces soutiens. Mais les excédents n'ont pas disparu pour autant du fait de la mise en place d'aides directes aux agriculteurs au titre de la

protection de l'environnement ou du développement rural (F6).

La politique agricole des États-Unis, mise en place en 1973 pour stimuler la production (pour répondre à la demande mondiale et réduire le déficit extérieur), est modifiée en 1996 par le Fair Act qui vise à donner un plus grand rôle au marché. Le Fair Act se traduit par l'équivalent d'un système de soutien par les prix, soit par le biais des «marketing loans» (prêts à la commercialisation), soit par celui des subventions ou crédits à l'exportation, ou même via l'aide alimentaire (F7).

● Ce que réclament les pays en développement (PED)

Plusieurs PED ont réclamé en 2000, sous forme d'une « boîte développement », la possibilité de protéger leurs agricultures paysannes en élevant les barrières douanières et la suppression de toute forme de subvention à l'exportation des excédents agricoles des pays développés (F8).

Les pays de l'Uemoa ont également présenté en 2002 une position commune pour les prochaines négociations agricoles de l'OMC à Cancun en 2003 (F9).

Il faut néanmoins savoir que dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS), de nombreux PED se sont engagés à réduire fortement leurs barrières tarifaires et ont maintenu leurs taxations à l'importation à des niveaux très bas pour continuer à bénéficier des aides budgétaires découlant de ces PAS (F10).

De plus, quand bien même ils pourraient adopter des niveaux de taxation plus élevés, nombreux PED préfèrent les conserver à un bas niveau pour permettre une alimentation à bas prix des populations urbaines, au détriment des paysans et de la production agricole nationale (F11).

Enfin, il est rappelé que «les pays riches ne se

sont pas développés sur les réformes qu'ils prescrivent aujourd'hui : presque tous ont usé de protections et de subventions pour favoriser la croissance de leurs industries» (F12).

2) Mieux valoriser les exportations agricoles

● La crise des matières premières agricoles tropicales...

Dans la plupart des PED, les revenus d'exportation dépendent en grande partie des matières premières. Ces dernières génèrent les devises étrangères nécessaires à l'importation de produits de première nécessité. Or, les prix internationaux des matières premières ne cessent de décliner et les pertes qui en découlent sont énormes. S'y ajoute une extrême instabilité des prix qui empêche toute prévision des revenus et donc toute programmation des investissements au niveau des États. Cette instabilité affecte également la capacité des pays très endettés à assurer régulièrement le service de leur dette. Les prix internationaux dérisoires affectent aussi les familles dont l'essentiel des revenus monétaires provient de la production et de la vente des matières premières (F14).

● ... dont l'une des causes profondes est une surcapacité structurelle de production

Les prix sur le marché des matières premières agricoles reflètent les conditions de l'offre et de la demande. Avec la progression de la productivité, les excédents de l'offre par rapport à la demande se traduisent par des stocks plus importants, qui, à leur tour, font baisser les prix (F15).

● Le démantèlement des offices de commercialisation

Les programmes d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale ont conduit au démantèle-

ment des offices nationaux de commercialisation. Cette libéralisation a échoué, car elle ne s'est pas accompagnée d'une stratégie de développement permettant le maintien des aspects les plus positifs de ces offices de commercialisation. Totalement abandonnés par les pouvoirs publics, les petits agriculteurs sont devenus les acteurs les plus défavorisés et les plus mal protégés sur les marchés mondiaux (F17).

● L'effondrement des accords internationaux sur les matières premières

Les accords internationaux sur les matières premières, mis en place en 1976 sous les auspices de la Cnuccd, visaient à assurer des prix rémunérateurs et stables, tout en tenant compte des intérêts des pays consommateurs. À la fin des années 1980, tous étaient tombés en désuétude et leur fonction de stabilisation des prix avait été complètement perdue de vue.

Les gouvernements des pays industrialisés affirment que l'échec de ces accords sur les matières premières plaide en faveur du libre-échange. Néanmoins le libre-échange engendre l'instabilité et la pauvreté à l'échelle mondiale. Des problèmes de fonds ne sont toujours pas résolus pour aider les producteurs à faire face à la baisse des prix (F18).

● L'impact de l'Accord agricole sur les conditions d'accès aux marchés des pays développés est resté globalement décevant

L'Accord agricole a entraîné des réductions tarifaires à l'entrée des pays développés, mais leur impact est limité. D'importantes restrictions en matières d'accès subsistent et les mesures sanitaires et phytosanitaires, ainsi que les obstacles techniques au commerce mettent souvent les PED en difficulté. L'instabilité des prix sur les marchés mondiaux n'a pas diminué, ni l'instabilité

structurelle des marchés agricoles, faisant de l'agriculture un secteur d'activité spécifique (F13).

● La valeur ajoutée de la transformation reste dans les pays industrialisés : cas du cacao et du café

La plupart des matières premières sont exportées non transformées par les PED, ce qui favorise le transfert de la valeur ajoutée de la transformation des pays pauvres vers les pays riches. Il s'ensuit que si la faiblesse des cours internationaux ruine les communautés les plus démunies, les consommateurs n'en profitent nullement. Au cœur du pire effondrement des marchés de matières premières depuis cinquante ans, les prix à la consommation n'ont cessé d'augmenter. Dans le même temps, la part de revenus des petits agriculteurs ne cesse de décroître. Cette répartition de moins en moins équitable conduit à un transfert de ressources insupportable, des plus pauvres vers les plus riches (F16). ■

Liste des contributions et documents apportés au forum

Céréales

- Les céréales au Niger : de la production à la commercialisation / Moustapha Aboudakar, 2003.
- Le commerce des céréales et l'accès au marché européen / Oumar Ly, 2003.
- Périmètres irrigués rizicoles au Niger : d'une gestion étatique à une gestion paysanne, un transfert difficile ! / Nouhou Bassirou, 2003.
- Le secteur rizicole haïtien : de la nécessité d'un minimum de protection / Lundy Pascal Pecos, 2003.
- La culture du riz dans la vallée du fleuve Sénégal / Cisse Peinda Gueye, 2003.
- La riziculture au Niger, une filière sacrifiée ! / Moussa Ayoub, 2003.
- Le riz : marché national, approvisionnement urbain, marché régional, concurrence des importations / Augustin Wambo Yamdjeu, 2003.
- Contribution à l'analyse de la filière riz dans la vallée du fleuve Sénégal / Guy Petitpierre, Laurent Lhopitallier, Atelier Riz / Sénégal, Saint-Louis, 2003.
- La riziculture au Sénégal, contraintes et perspectives / Ousmane Gaye, 2003.
- Programme d'appui à la sécurité alimentaire : suivi des importations / Bulletin 50 Lansana Bayo, 2003.
- Présentation de la filière rizicole de la Guinée / Lansana Bayo, 2003.
- Riz, étude de cas : recherche dans les bas-fonds / Saizonou Joachim, 2003.
- Le riz local n'est connu que localement au Bénin / Saizonou Joachim, 2003.

Autres produits

- Commerce des produits agricoles dans les pays ACP et son rôle dans la dynamisation des économies locales : cas du Bénin / Appolinaire Belou, 2003.
- Le marché du lait et produits laitiers au Sénégal / Ba Diao M, 2003.
- Libéralisation de la commercialisation d'un produit de base : conséquences et perspectives, Le cas du cacao au Cameroun / Bernard Alain, 2003.
- Le commerce des produits agricoles dans les pays ACP et son rôle dans la dynamisation des économies locales : le cas de la filière fruits et légumes dans l'ouest du Burkina / Hamadé Sigue, 2003.
- Acteurs, qualité et territoire à l'épreuve de la libéralisation de la filière / Bernard Charley de la Masselière, 2003.

- L'oignon camerounais, une filière fragile qui se développe / Yaya Maldangoï, Noé Woin, Magalie Cathala, 2003.
- L'Uemoa et les perspectives de création d'un marché régional des corps gras en Afrique de l'Ouest / Robert Hirsch, 2003.
- Les filières oléagineuses d'Afrique de l'Ouest : quelles perspectives face à l'intégration et à la mondialisation ? / Robert Hirsch, 2003.
- La « belle de Guinée » dit non au protectionnisme / Abdoulaye Diallo, 2003.

Généralités

- Commercialisation des produits agricoles et impacts socio-économiques dans les pays africains et Caraïbes / Paul Dovonou, 2003.
- Principaux obstacles rencontrés pour l'accès des produits agroalimentaires aux marchés mondiaux : le cas de São Tomé e Príncipe / Frédéric Kilcher, Jean-Marie Kalms, 2003.
- Commerce des produits agricoles au Mali et leurs rôles dans la dynamisation des économies locales / Moussa Yacouba Maïga, 2003.
- Subventions agricoles, systèmes de santé publique ou communautaire... et lutte contre la pauvreté : attention aux manipulations ! / Eric Fermet-Quinet, 2003.
- Un nouveau mode d'accès au marché, plus sécurisant et rémunérateur pour les petits producteurs / Michel Pernot du Breuil, 2003.
- Commerce des produits agricoles et lutte contre la pauvreté au Bénin : le poids des contingences institutionnelles / Mathieu Houinato, 2003.
- Le nouveau cycle de négociations agricoles à l'OMC et les perspectives pour les pays de l'est et du sud de la Méditerranée / Pr Najib Akesbi, 2003.
- Concurrence des importations : réponse à la Fiche riz n°4 / J. Berthelot, 2003.
- Effondrement des accords internationaux sur les matières premières : réponse à la fiche n°18 / J. Berthelot, 2003.
- Le déclin du commerce des matières premières et son impact sur la pauvreté : réponse à l'article fiche n°14 / J. Berthelot, 2003.
- Les subventions des produits agricoles tuent tous les efforts de développement / J. Berthelot, 2003.
- Impact de l'Accord agricole sur les conditions d'accès aux marchés des pays développés : réponse à l'article fiche n°13 / J. Berthelot, 2003.

Liste des fiches pour alimenter le débat

- F1** - Commerce international des produits agricoles et son impact sur les exploitations agricoles familiales africaines. Forum européen sur la coopération au développement rural. Montpellier, 3-6/09/2002.
- F2** - Inégalités agricoles et pauvreté paysanne de masse. - Extraits de « Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation » présenté par Marcel Mazoyer, sommet de la FAO, Rome, juin 2002.
- F3** - Les raisons très actuelles de l'appauvrissement extrême de centaines de millions de paysannes et de paysans. - Extraits de « Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation » présenté par Marcel Mazoyer, sommet de la FAO, Rome, juin 2002.
- F4** - Les causes de la faim. Editorial du journal *Le Monde*, 15 juin 2002.
- F5** - Protectionnisme vert. Editorial du journal *Le Monde*, 31 août 2002.
- F6** - La Politique agricole commune (PAC). Extrait de « Les agricultures du Sud et l'OMC », Fiches de Solagral, mars 2001.
- F7** - La politique agricole des États-Unis. Extrait de « Les agricultures du Sud et l'OMC », Fiches de Solagral, mars 2001.
- F8** - La proposition de « boîte développement ». Extrait « L'agriculture au-delà du commerce », Synthèse de la conférence internationale, Solagral, janvier 2002.
- F9** - La proposition de l'Uemoa. Extraits de « Volatiles de l'Agriculture », n12. - Solagral, janvier 2003.
- F10** - Le rôle et la conditionnalité des prêts consentis par le FMI. Extraits de « Deux poids, deux mesures : commerce, globalisation et lutte contre la pauvreté », rapport Oxfam, ch.5, 2002.
- F11** - Les conséquences de l'Accord agricole sur la politique agricole des pays ACP. Extrait de « Les agricultures du Sud et l'OMC », Fiche 4, Solagral, mars 2001.
- F12** - « Il n'existe pas une bonne politique pour le développement ». Article du Pr. Ha-Joo Chang, paru dans le journal *Le Monde*, 9 juillet
- F13** - Impact de l'Accord agricole sur les conditions d'accès aux marchés des pays développés. Extrait de « Les agricultures du Sud et l'OMC », Fiches de Solagral, mars 2001.
- F14** - Le déclin du commerce des matières premières et son impact sur la pauvreté. Extrait de « Deux poids, deux mesures : commerce, globalisation et lutte contre la pauvreté », rapport d'Oxfam, Ch. 6, 2002.
- F15** - La cause profonde de la faiblesse des cours des matières premières : une surcapacité structurelle de production. Extrait de « Deux poids, deux mesures : commerce, globalisation et lutte contre la pauvreté », rapport d'Oxfam, Ch. 6, 2002.
- F16** - La valeur ajoutée de la transformation des matières premières reste dans les pays industrialisés : le cas du cacao et du café. Extrait de « Deux poids, deux mesures : commerce, globalisation et lutte contre la pauvreté », rapport d'Oxfam, Ch. 6, 2002.
- F17** - La libéralisation des bureaux de commercialisation. Extrait de « Deux poids, deux mesures : commerce, globalisation et lutte contre la pauvreté », rapport d'Oxfam, Ch. 6, 2002.
- F18** - L'effondrement des accords internationaux sur les matières premières. Extrait de « Deux poids, deux mesures : commerce, globalisation et lutte contre la pauvreté », rapport d'Oxfam, Ch. 6, 2002.

La riziculture au Niger, une filière sacrifiée !

Le « miracle nigérien » en riziculture

Le Niger est un pays sahélien où le secteur rural occupe une place dominante. La majorité de la population est rurale. Le pays est l'un des plus pauvres de la planète avec un PIB par habitant inférieur à 200 dollars US.

Au cours des années 1980, d'importants investissements ont été réalisés en matière d'aménagements hydro-agricoles. Près de 8000 ha de périmètres irrigués rizicoles ont été réalisés le long du fleuve Niger. Environ 400 exploitants se sont organisés en coopérative pour gérer le périmètre en assurant l'approvisionnement en intrants, la gestion hydraulique, la commercialisation ainsi que la gestion financière. L'Office national des aménagements hydro-agricoles (Onaha) assurait l'appui à la mise en valeur et l'entretien des ouvrages hydrauliques. La production sur ces périmètres était de 5 tonnes par hectare avec deux campagnes par an. Il était ainsi possible de produire 10 tonnes par hectare chaque année. Les performances de la riziculture étaient telles que le pays recevait régulièrement des visiteurs d'autres pays de la sous-région pour consta-

ter le « miracle nigérien ». La production nationale bénéficiait d'une légère protection, en raison d'un manque de compétitivité au niveau de l'usinage. Le paddy ainsi que le produit transformé par les minirizeries étaient largement compétitifs face au riz importé. La production nationale couvrait près de 45 % des besoins nationaux en riz assurant de substantielles économies de devises au pays. L'économie locale était relativement dynamique et l'exode rural limité.

Un retournement de situation suite à la mise en place des PAS

Avec la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel (PAS) au milieu des années 1980, le pays a été amené par les bailleurs à abandonner la construction des aménagements hydro-agricoles. Le pays aussi n'a malheureusement pas su prendre les mesures politiques et institutionnelles nécessaires au renforcement et au développement de la filière. Après le désengagement des bailleurs internationaux, aucun effort n'a été fourni pour réaliser de nouveaux aménagements. Les mesures de protection de la filière ont été levées, l'aide alimentaire interna-

tionale fut déversée sur le marché sans discernement et les subventions aux intrants, notamment les engrais furent supprimés. L'Onaha a vu sa subvention diminuer de façon drastique, l'amenant à licencier une bonne partie de son personnel d'encadrement. L'autogestion a été instituée sans préparation préalable et les responsables paysans ont vu leurs responsabilités, et surtout leurs charges, croître sans que des mesures d'accompagnement adéquates n'aient été prises.

Des politiques agricoles pour sortir de l'insécurité alimentaire

Les conséquences de ces mesures antisociales et contre-productives ont été immédiates. Baisse des rendements, insuffisance des moyens de commercialisation, manque d'entretien des infrastructures, insuffisance de mise en valeur, endettement des paysans, etc. Autant de problèmes qui indiquent le désarroi des producteurs.

Les besoins de consommation augmentant chaque année sous les effets de la croissance démographique, la demande nationale en riz croît régulièrement alors que l'offre décline. Le pays ➤